

Date de dépôt : 16 juin 2010

Réponse du Conseil d'Etat

à l'interpellation urgente écrite de M. Eric Stauffer : Politique de stationnement et équité de traitement ! (question 2)

Mesdames et
Messieurs les députés,

En date du 28 mai 2010, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une interpellation urgente écrite qui a la teneur suivante :

Nous sommes troublés par une situation de laxisme envers certains automobilistes arborant des plaques étrangères, alors que les résidents genevois font l'objet d'une politique de plus en plus répressive. C'est pourquoi nous désirons quelques précisions afin de mieux cerner la réalité.

Dans le cadre d'un projet de loi déposé par le MCG, qui entend mettre fin à une inégalité de traitement tout à fait inacceptable en matière de paiement d'amendes d'ordre principalement pour des infractions sur le stationnement, nous nous sommes interrogés sur certains points qui méritent quelques précisions.

En effet, aujourd'hui l'automobiliste étranger, majoritairement frontalier, peut échapper au paiement de ses amendes du fait qu'il n'est pas domicilié en Suisse.

Le MCG propose d'appliquer la solution en vigueur dans le canton de Vaud.

Dans le cadre de la politique d'« encouragement » à utiliser des transports en commun, nous avons constaté depuis plusieurs années la suppression de places de stationnement et une recrudescence des agents verbalisateurs. D'où acte !

En revanche, l'iniquité de traitement du paiement des amendes d'ordre converties en contraventions entre résidents suisses et étrangers est flagrante !

Nous avons obtenu du DSPE les chiffres suivants :

Année 2009 (uniquement)

<i>Amendes infligées pour la Haute Savoie (74)</i>	<i>94'376</i>
<i>En francs 9'961'113</i>	
<i>Amendes infligées pour l'Ain (01)</i>	<u><i>25'511</i></u>
<i>En francs 2'823'823</i>	
<i>Total pour l'année 2009</i>	<i>119'887</i>
<i>En francs 12'784'936</i>	

Il sied de préciser qu'une amende d'ordre non payée est convertie en contravention après le 30^{ème} jour.

Amendes/contraventions payées en 2009 (même partiellement)

<i>Pour les contrevenants de la Haute Savoie</i>	<i>29'944</i>
<i>En francs 2'727'633.90</i>	
<i>Pour les contrevenants de l'Ain</i>	<u><i>7'967</i></u>
<i>En francs 793'468.76</i>	
<i>Total pour l'année 2009</i>	<i>37'911</i>
<i>En francs 3'521'102.66</i>	

Il convient d'ajouter que moins de 30% des amendes/contraventions sont payées pour l'année 2009 !

Aucune mesure n'a été prise par votre Gouvernement, pour contraindre les contrevenants à payer leurs contraventions !

Pourquoi n'avez-vous pas instauré le même système que les Vaudois ?

Certes, les procédures d'identification entre la Suisse et la France ont été améliorées. Certes, depuis le début de l'année nous bénéficions des soi-disant « accords de Paris ». Et alors ? Malgré les promesses qui ressemblent de plus en plus à un attrape-nigaud, rien ne change, et pour cause !

L'identification des contrevenants est opérée par le CCPD, l'identité des automobilistes peut donc être connue.

Le CCPD (Centre de coopération polices douanes) est-il actif et efficient ? La réponse est oui !

La preuve :

Amendes/contraventions notifiées en 2009 aux contrevenants

<i>Pour la Haute-Savoie</i>	77'632
<i>En francs 7'438'743</i>	
<i>Pour les contrevenants de l'Ain</i>	<u>19'872</u>
<i>En francs 1'973'533</i>	
<i>Total pour l'année 2009</i>	97'504
<i>En francs 9'412'276</i>	

Il est instructif de savoir qu'environ 20% des contrevenants ne sont pas identifiés, ce qui représente une perte de plusieurs millions de francs pour l'Etat de Genève. N'en demeure pas moins que 80% des contrevenants sont identifiés ! Alors : accords de « Paris » ou pas la situation n'améliore pas les paiements. En effet, 70% des contrevenants aux infractions en matière de stationnement, et seulement pour les plaques 74 (Haute Savoie) et 01 (Ain) et pour l'année 2009, n'ont pas payé. Il sied de préciser que les contrevenants étrangers ayant des plaques d'autres départements ou d'autres pays ne sont pas inclus.

Pour rappel en date du 15 novembre 2005, c'est-à-dire il y a cinq ans, le MCG déposait la Motion 1659 concernant les contrevenants étrangers en matière de stationnement et l'impunité dont bénéficient ces derniers ! En 2010, nous avons toujours le même problème !

L'Etat applique-t-il une politique réaliste en matière de mobilité et de répression dans le domaine du contrôle du stationnement ?

A ce sujet, nous apprenons que dans la gestion des parkings au sein de l'Etat, des organisations internationales et du secteur privé, la priorité de l'attribution des places de stationnement est faite en faveur des employés qui ont leur domicile le plus éloigné.

Dès lors, on comprend que seuls les Frontaliers obtiennent des places de stationnement de manière prioritaire au détriment des Genevois, comme c'est le cas pour cette fonctionnaire qui habite Cartigny et travaille à la Jonction, et se voit discriminée par cette situation qui l'oblige à utiliser les transports publics; ce qui lui fait perdre un temps considérable en trajets...

De plus, la loi fédérale est très claire et donne la base légale pour agir :

Loi sur les amendes d'ordre (LAO) du 24 juin 1970

(Etat le 5 septembre 2006)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu l'art. 37 bis de la constitution, vu le message du Conseil fédéral du 14 mai 1969, arrête:

Art. 9 Contrevenants non domiciliés en Suisse

Si un contrevenant non domicilié en Suisse ne paie pas l'amende immédiatement, il doit en consigner le montant ou fournir d'autres sûretés suffisantes.

Même la loi genevoise le prévoit :

Loi pénale genevoise E 4 0 5

(LPG)

Art. 1A Paiement immédiat des amendes et sûretés

² *Lorsqu'il y a de sérieuses raisons de penser que le contrevenant qui ne paie pas l'amende immédiatement entend se soustraire au paiement de celle-ci, notamment s'il n'est pas domicilié dans le canton de Genève ou n'est pas au bénéfice d'une autorisation de séjour ou d'établissement, le fonctionnaire de police ou l'agent de sécurité municipal peut exiger qu'il en consigne tout de suite le montant ou fournisse d'autres sûretés, en ses mains, contre quittance et sans frais administratifs.*

Les Genevois sont-ils pris en otage ? Qui n'a jamais constaté que des véhicules français squattent des places de parking à journée continue (voitures ventouses) ?

Nous savons que les travailleurs frontaliers bénéficient de conditions très avantageuses avec les P+R (parkings relais) puisqu'ils peuvent obtenir une place de parking + un abonnement TPG pour Fr. 110.00/130.00 mensuel !

Nous autres les Genevois payons pour le moindre parking, là où nous vivons, 150 à 250 francs par mois, quand ce n'est pas 300, 400 F, voire davantage. Et, évidemment sans abonnement TPG.

De plus, pour soi-disant limiter les « voitures ventouses » l'Etat et les communes convertissent les parkings en « zone bleue » et nous obligent à payer un macaron pour stationner devant chez nous ! Et les propriétaires des

«voitures ventouses» étrangères se moquent de ces mesures, ce qui est confirmé par les chiffres de 2009 !

La démonstration est faite que cette politique de mobilité est un échec cuisant et discrimine les Genevois !

En vertu des pouvoirs qui sont ceux du député, des devoirs et obligations qui sont ceux du Conseil d'État, voici la question posée dans le cadre de cette IUE, conformément à l'article 162A LRGC :

Ma question est la suivante :

Depuis l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions baptisées « Accords de Paris », au 1^{er} janvier 2010, combien d'amendes d'ordre ont-elles été payées par les contrevenants français, combien ont été converties en contraventions, et combien d'entre elles ont-elles été payées ?

REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

Les chiffres sont les suivants :

2010 (jan-mai)	PRODUCTION		ENCAISSEMENTS	
Véhicules	Nb affaires	Montant	Nb affaires	Montant
<u>TOTAUX</u>				
01	24 362	2 586 082.-	5 828	446 795.-
74	89 487	8 923 163.-	21 833	1 558 993.-
Total	113 849	11 509 245.-	27 661	2 005 788.-
- dont production AO				
01	9 051	622 980.-	5 206	368 663.-
74	36 843	2 405 760.-	19 542	1 290 495.-
Total	45 894	3 028 740.-	24 748	1 659 158.-
- dont contraventions sans antécédent AO				
01	238	128 644.-	83	35 994.-
74	792	455 699.-	242	113 469.-
Total	1 030	584 343.-	325	149 463.-
- d'où solde (affaires en phase d'identification du détenteur)				
01	12 756	1 634 330.-		
74	41 450	5 184 570.-		
Total	54 206	6 818 900.-		

Le Conseil d'Etat est déterminé à améliorer rapidement le taux de recouvrement des contraventions.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte de la présente réponse.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

La chancelière :

Anja WYDEN GUELPA

Le président :

François LONGCHAMP